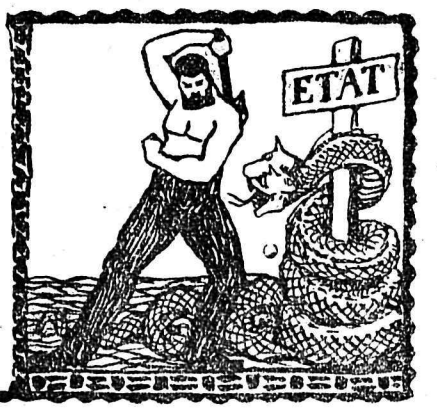
Année XXV. N° 680 — 28 Novembre 1925

LE REVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.



PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
Le Réveil, r. des Savoises, 6, *Genève* Suisse.

Avec Supplément en langue italienne

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : 1 année, fr. 5; 6 mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

La question du fascisme

A Paris, à la place des chemises noires, nous avons les chemises bleues. Les mœurs politiques nouvelles veulent que la couleur politique soit aussi celle de la chemise.

A vrai dire, le fascisme français a précédé le fascisme italien. Sous le nom de camelots du roi, il y a vingt-cinq ans déjà que des bandes d'assommeurs s'étaient formées pour ouvrir la voie à la réaction. Mais, d'abord, ils trouvèrent à qui parler ; ensuite, par le fait de se dire monarchistes, toute cette partie de la réaction qui s'est fort bien trouvée de la république ne leur donna guère son adhésion.

Mussolini pour réussir a bien vite renoncé à son « républicanisme tendanciel » dont il parlait encore quelques mois avant d'être ministre ; la camelote royale se fût déclarée républicaine que ses chances de croître et prospérer se seraient notablement accrues. Et c'est précisément ce que les fondateurs de la légion fasciste française ont dû se dire, puisque dans leur programme il n'est plus question d'instaurer la monarchie. Mais si le premier programme fasciste italien était d'un radicalisme échevelé et prévoyait la confiscation des biens d'Eglise, le prélèvement sur le capital, la suppression du Sénat, etc., les fascistes français affichent sans autre les prétentions que Mussolini n'a proclamées qu'une fois au gouvernement.

C'est peut être une erreur de la part des chemises bleues, la même erreur des bolchevistes de partout qui oublient qne Lénine et consorts n'ont conquis le pouvoir qu'avec tout un programme d'autonomies, de libertés, de gestions directes, et n'ont parlé de centralisation, de soumission absolue et de dictature qu'après avoir par la ruse, la violence et la trahison frappé et éliminé les alliés de la veille, sans qui leur coup d'Etat eût avorté.

Le programme fasciste français est ainsi conçu :

Retirer le pouvoir aux générations de la défaite et le placer entre les mains des générations de la guerre;
Supprimer le parlementarisme ;
Assurer le gouvernement du pays selon les méthodes qui ont permis d'obtenir la Victoire, c'est-à-dire par une dictature comportant :
Un chef ou un directoire national au dessus des partis et des classes, responsable de l'Etat, celui-ci étant concentré dans ses fonctions essentielles et dégagé notamment de ses fonctions industrielles...

C'est bien là un langage aussi fasciste que faux. Il ne s'agit pas, en effet, d'opposer une génération à l'autre, puisque les fascistes ont parmi leurs grands hommes un Millerand et d'autres politiciens encore plus âgés, mais d'ôter aux masses ouvrières et paysannes, sous prétexte de supprimer le parlementarisme, les quelques maigres droits conquis au cours des siècles, et d'instaurer une dictature qui, l'expérience l'a démontré, ne saurait se maintenir sans le terrorisme. Le chef au dessus des classes serait plus que jamais le serviteur de la haute finance, sans quoi il serait promptement chassé. M. Mussolini a dû vite congédier son ministre des finances qui s'était permis de vouloir réglementer la Bourse. Grossière tromperie donc que ce programme.

Messieurs les fascistes français auront un uniforme. En voici la description précise :

Les légionnaires devront se procurer la tenue suivante, dite « tenue de service », afin de pouvoir la mettre lorsque l'ordre en sera donné :
1. Chemise et col bleu horizon, cravate bleue unie;
2. Complet bleu marine ou de couleur foncée ;
3. Chapeau mou gris avec ruban noir, ou casquette grise ;
4. Rubans des décorations de guerre ;
5. Insigne des légions à la boutonnière gauche;
6. Canne.

Bien entendu, à la canne, qu sera sans doute plombée, viendront s'ajouter les armes à feu et les poignards selon les circonstances et, la police laissant faire, n'intervenant pas, les bandes réactionnaires pourront s'installer à brève échéance au pouvoir.

Le député socialiste Paul Faure, qui nous fournit ces détails dans *Le Travail*, que conseille-t-il de faire pour parer au danger ? Rien. Il en parle en observateur presque indifférent. Nous transcrivons ses remarques intégralement :

Les débats financiers ouverts à la Chambre et au Sénat, dans les colonnes de tous les journaux, ont été portés à un tel degré que l'émotion a fini par gagner toutes les couches de la population.

Partout, dans les familles, dans les chemins de fer, dans les magasins, sur les marchés ruraux, on en discute passionnément. La lenteur des solutions, l'obscurité des projets ont aggravé la nervosité générale.

Il est fréquent d'entendre des gens de toutes conditions dire : « Qu'on en finisse, qu'on nous frappe une bonne fois, mais qu'on sorte de cette incertitude irritante. S'il faut une autorité, une poigne, de droite ou de gauche, eh bien que vienne la poigne ! »

Le commerçant, l'industriel, l'agriculteur, les uns après les autres, répètent ces propos. La crise aidant, cela peut à un moment donné devenir dangereux.

Il y a autre chose. Il est bien évident que, quoi qu'il arrive, et quelles que soient, en fin de compte, les mesures financières qui prévaudront, nous irons vers une augmentation croissante des conditions de l'existence, rendue plus cruelle encore par d'inévitables chômages. Or, de ce point de vue, le Français a été le plus privilégié des Européens. Même au cours de la guerre, la vie matérielle a été relativement aisée en France ; entendez par là que les classes les plus pauvres n'ont pas connu la somme de souffrances et de privations dont, par exemple, les prolétariats d'Allemagne et d'Autriche ont longtemps souffert.

Or, si l'inflation monétaire se développe, même atténuée, limitée, elle entraînera une telle hausse des produits — cela se sent déjà — que l'heure sonnera des privations et de la sous-consommation. L'événement se manifestant dans une population non entraînée, non préparée, soulèvera un mécontentement d'autant plus vif qui dégénèrera très vite en colère chez un peuple sensible à l'excès et dont les nerfs sont pour l'instant à fleur de peau.

C'est assez dire que la naissance du « fascio » parisien, sans être un phénomène sensationnel, doit néanmoins retenir l'attention.

Ce court aperçu de la psychologie française, au moment de la plus redoutable des crises financières que le pays ait jamais traversé, aidera peut-être quelque peu à comprendre les pages d'histoire que nos mains inquiètes vont tourner au fil des jours.

Le sang-froid est une fort belle chose, mais à condition de servir à préparer une résistance et une défense victorieuses. S'il ne signifie qu'apathie et résignation à tout ce qui pourra bien survenir, pour de soi disant militants et représentants du monde du travail il n'est plus qu'une trahison.

* * *

Est-ce que vraiment les masses travailleuses de l'agglomération parisienne vont laisser faire sous le prétexte que le régime actuel ne vaut pas la peine d'être défendu ?

Tout d'abord, il ne s'agit nullement du régime, mais de leurs libertés et droits élémentaires. La démocratie ne vaut pas cher, c'est entendu, mais le plus grand mal de la dictature, a dit très finement Malatesta, est précisément de faire regretter la démocratie.

L'impuissance des gouvernements dits de gauche a toujours été évidente. Forcés de ménager la chèvre populaire et le chou bourgeois, ils finissent par mécontenter tout le monde en pataugeant lamentablement. L'erreur initiale a été de croire à la possibilité d'un changement radical par le moyen parlementaire. Maintenant que le monde bourgeois renie le parlementarisme et parle ouvertement d'un retour à l'ancien régime, après avoir faussement prétendu que la guerre devait au contraire finir de démocratiser l'Europe, il serait grand temps pour les masses toujours sacrifiées d'ouvrir les yeux. Si les passages du féodalisme au libéralisme conservateur et de ce dernier à la démocratie ont exigé des révolutions, comment s'illusionner que le changement bien plus profond et radical représenté par le socialisme puisse se réaliser à travers quelques débats parlementaires ?

L'incurable impuissance socialiste vient de sa tactique électorale, qui est une invite, périodiquement renouvelée, à ne rien faire, à attendre, à espérer, cependant que toutes les bourgeoisies s'entendent pour remettre à neuf la fameuse phrase de Napoléon III de sortir de la légalité pour rentrer dans le droit... le droit exclusif, bien entendu, d'une caste dominante et exploitante !

L'henre est des plus graves et le cœur se serre à voir l'indifférence générale. Il n'est pas vrai, même et surtout pour les plus pauvres d'entre nous, qu'ils n'ont rien à perdre à n'importe quel changement. Pour celui qui a peu, la perte de ce peu est bien plus dure que celle de ceux possédant assez pour pouvoir en perdre une partie.

La résistance ne va-t-elle donc pas s'organiser spontanément dans la région parisienne où les partis antifascistes comptent presque un million d'adhérents ? Va t on dans l'espoir de tirer peut-être de la situation un petit profit particulier de parti, renoncer à une vaste action commune de défense prolétarienne ?

Questions angoissantes qui ne devraient pas se poser, si la « conquête du pouvoir » n'était pas le mot d'ordre de chaque parti, conquête qui rend à juste raison méfiants les uns des autres les alliés révolutionnaires au cours même de la lutte.

La situation est pourtant assez claire :

Les partis de gauche sont impuissants à nous donner une solution parlementaire ;

les partis de droite déclarent nettement vouloir recourir à un coup d'Etat pour instaurer leur dictature ;

la révolution dans ces conditions peut s'imposer à nous comme seul moyen de salut à appliquer d'urgence.

Il est vrai qu'elle exige une préparation autre que celle des combinaisons électorales, mais néanmoins le danger approche et il faut à tout prix y parer, ou la nouvelle catastrophe viendrait tragiquement parfaire celle de 1914.

L'ordre a été établi dans le monde par le brigand devenu gendarme. Ernest Renan.

EN PASSANT

Ce sera pour une autre fois.

Le 11 novembre, jour anniversaire de l'armistice, est rappelé en France par diverses manifestations. A Paris, c'est la traditionnelle comédie au tombeau du soldat inconnu. En province, c'est la non moins traditionnelle cérémonie aux monuments qui ont été élevés à la mémoire des morts jusque dans la moindre bourgade. Mais tout cela ne résout rien des problèmes de l'heure. Cela ne diminue en rien les horreurs, les vides et les dévastations créés par la conflagration. Cela n'émousse aucunement les sentiments belliqueux des professionnels de la guerre. Et surtout cela ne fait point oublier la question primordiale, obsédante : la question financière.

Dans tous les pays, vainqueurs, vaincus ou neutres, elle se pose à l'attention dans toute sa brutalité. Mais nulle part elle n'a pris une acuité aussi grande qu'en France. Le franc dégringole avec une déconcertante régularité. Son pouvoir d'achat, si cela continue, ira bientôt rejoindre les ex-marks allemands et les ex-couronnes autrichiennes. En conséquence, stabiliser le franc, restreindre l'activité de la planche à « papiers peints », pour se servir d'un terme de M. Malvy, bref, empêcher ou retarder la culbute finale, c'est ce à quoi se vouent les chercheurs de remèdes et de solutions. Beaucoup de propositions, d'idées et de méthodes, mais aucune susceptible d'apporter rapidement un effet tangible. « Il faudra prendre l'argent où il se trouve », a dit un jour le député socialiste Pierre Renaudel. Très bien, seulement ce n'est point par une étroite collaboration avec la bourgeoisie, fût-elle radicale, que l'on y arrivera. Et c'est toujours l'immuable tactique socialiste, en France comme à Genève, ou à Genève comme en France : d'une part, de grands mots pour les naïfs électeurs ; de l'autre, compromissions et négations dans la coulisse. Car c'est bien à cela qu'a abouti le travail des membres socialistes de la commission des finances qui a examiné, trituré et remanié le projet d'impôts du gouvernement Painlevé. Il serait un peu difficile d'y trouver une solution hardie ayant réellement pour but « de prendre l'argent où il se trouve ». A la vérité, on le cherchera un peu partout, et c'est en définitive le producteur qui sera tondu. Renaudel et ses amis n'ont pas su ou n'ont pas voulu exiger la saignée du capital. Ce sera pour une autre fois... sur les plateaux électoraux !

Ils ne paieront pas.

Il n'y a pas de doute, prendre l'argent où il se trouve, c'était vouloir faire rendre gorge à tous les mercantis, à tous les profiteurs de la guerre, à tous ces anciens et nouveaux riches qui ont développé ou édifié leurs fortunes dans le sang des un million cinq cent mille morts. Pendant la guerre, ces riches ne la voyaient pas fixe. Ils tremblaient pour leurs privilèges, ils craignaient de voir s'interrompre leur œuvre de chacals. Le mot d'ordre fut donné : la guerre avait pour but de « défendre le bien commun ». Et c'est avec cette balourdise — accouplée à celle du droit et de la liberté — que l'on entretint l'énergie des combattants. Mais après la « victoire », leurs craintes ne tardèrent point à se muer en arrogance, et on les vit aussitôt reprendre le haut du pavé pour se dérober à toute mesure fiscale pouvant les atteindre tant soit peu. Aujourd'hui encore, alors que leur « patrie » est au bord du gouffre, ils sont plus résolus que jamais à ne rien céder en faveur du « bien commun ». Périsse le pays plutôt que d'accepter un léger sacrifice est dans la tradition des bons patriotes.

Cet état d'esprit suggère les réflexions suivantes à M. Albert Bayet, qui écrit dans le *Quotidien :*

Pour nourrir et pour armer les soldats qui se sont fait tuer, il a fallu dépenser. La dépense faite, il faut la payer.

Or, tandis que les combattants ont donné sans un mot de plainte tout ce qui leur était le plus cher, la vie qu'ils avaient, celle qu'ils rêvaient, les riches, aujourd'hui qu'ils n'ont plus de craintes, refusent insolemment de donner à la France une parcelle de la fortune qu'ils ont ramassée dans le sang des morts.

En vain, pour les fléchir un peu, on multiplie les concessions ; en vain on leur offre de fixer eux-mêmes la façon dont ils paieront.

Leur réponse est nette : ils ne paieront pas.

Ils ne paieront pas les fusils sur lesquels s'est crispée la main des mourants. Ils ne paieront pas les capotes que troua la balle ou l'éclat d'obus. Ils ne paieront pas la pension du manchot et de l'aveugle. Ils ne paieront pas.

Leur raison ? Elle tient en une phrase qu'ils lancent, insolents, avec un gros rire :

— Il faut vivre !...

Et ils disent cela, le onze novembre, sur la tombe des morts, sur ces tombes que leur cynisme couvre de fleurs et d'oubli.

Il faut vivre ! Voilà une formule dont tous les déshérités devraient faire leur profit en employant des moyens adéquats pour en obtenir une large et complète application.

Les chemises bleues.

La haute bourgeoisie française veut son Mussolini. Les méfaits de l'aventurier transalpin exercent sur elle une forte attraction, car elle pense que le fascisme la sauvera des difficultés présentes. Supprimer la liberté d'opinion, incendier et assassiner, a toujours été la suprême ressource des régimes aux abois. L'histoire ne fait que se répéter. Beaucoup croient que le fascisme aurait des difficultés à prendre pied en France. A tort ou à raison, ils estiment que dans ce pays l'esprit révolutionnaire, ou de liberté tout simplement, est plus enraciné qu'en Italie. Ce n'est point tout à fait notre avis. Il a été prouvé — et les chefs fascistes eux-mêmes l'ont avoué — que Mussolini était arrivé à ses fins parce que ses bandes n'avaient pas rencontré, *au début*, la résistance à laquelle elles s'attendaient. Jour après jour, un plus grand champ d'action leur était ouvert. Et l'on peut bien dire que le socialisme italien, qui exerçait sur les foules une puissante influence morale, a manqué à son devoir. Par sa passivité, il s'est fait le complice inconscient des maîtres actuels de l'Italie.

Que sera-ce en France? Ouvertement, les Taittinger, Millerand, de Castelnau et *tutti quanti* créent les bataillons de « chemises bleues », et nous ne voyons pas qu'une contre-offensive sérieuse leur soit opposée. On s'en remet à une interpellation déposée à la Chambre et le ministre de l'intérieur a bien voulu dire que « les organisations dont il sagit font l'objet, de la part du gouvernement, de la surveillance la plus grande ». Cela ne suffit point. Et il serait dangereux que les travailleurs s'abandonnent à la surveillance du gouvernement.

Le fait que les « chemises bleues » ont pu constituer leurs cadres, organiser des réunions sans rencontrer la moindre opposition, est significatif. La semaine dernière encore, un meeting fasciste tenu à Paris comptait deux mille manifestants. Pour le moment donc, le fascisme français s'organise, recrute, s'arme. Lorsqu'il jugera le moment propice, il entrera en action, et ce sera trop tard pour réagir, car ce n'est pas quand le mal est installé qu'il faut songer à la défense.

Ce qui est inquiétant, c'est l'inertie des masses en présence du danger qui les menace. Compter sur le gouvernement ? L'exemple de l'Italie est là pour montrer toute la valeur de cette confiance. Les socialistes italiens, eux, s'étaient fiés au gouvernement Giolitti et l'on sait ce qu'il est advenu. Non, l'opposition au fascisme doit sortir des couches populaires, lesquelles, si elles ne prennent pas résolument l'offensive, seront jugulées au moment où elles s'y attendent le moins. Le moment est venu pour l'« esprit révolutionnaire et de liberté » français de s'affirmer. Demain, il sera trop tard.

Courage bourgeois.

Il y a quelques mois, alors que les troupes d'Abd-el-Krim infligeaient des défaites aux contingents français et espagnols, la presse bourgeoise et réactionnaire parisienne n'était pas sans inquiétude. Elle demandait — implicitement il est vrai, mais elle demandait tout de même — que l'on fît la paix avec le chef marocain. Aujourd'hui, l'étoile d'Abd-el-Krim semble avoir pâli. Alors, changement de ton : plus d'entente, plus de paix, mais extermination complète, absolue. « Point de paix avec Abd-el-Krim, écrit le *Temps*, avant qu'il ne s'avoue totalement vaincu et se résigne à la soumission ». Par conséquent, guerre jusqu'au bout, c'est pour le capitalisme qui « veut vivre ». Mais, il y a un mais, et il avait raison cet homme politique qui disait que le Maroc était un guêpier, et tous ceux qui s'y sont frottés en ont fait la cuisante expérience. Il se pourrait donc fort bien que d'ici peu le *Temps*, étreint de nouveau par sa frousse, adopte un autre langage, le langage du « courageux » bourgeois.

A trop vouloir démontrer...

Dimanche ont eu lieu les élections communales vaudoises qui ne changeront naturellement pas le cours des choses. Elles furent précédées des habituelles polémiques, dont le fond était constitué par le «je vaux mieux que toi». Ainsi un rédacteur de la *Gazette* ayant soutenu que la vie était plus chère dans les villes socialistes qu'ailleurs, le *Droit du Peuple*, par la plume de son rédacteur — en chef — lui rétorqua :

A Zurich, pour ne citer qu'un exemple (fort intéressant au cours de la présente campagne électorale), le gaz coûte 22 ½ centimes et à Lausanne, où il est de moindre qualité, on le fait payer 32 centimes sous le régime « Deluz Trois Cent Mille ».

Voilà une démonstration ou une comparaison qui est quelque peu prétentieuse et osée de la part du rédacteur du *Droit*. Car il n'oublie qu'une chose : c'est de nous dire combien le gaz coûte à Genève, sous le régime de ses amis Naine-Pons. Oubli fort compréhensible, mais indiquant qu'il est parfois dangereux de trop vouloir démontrer. C'est toujours l'histoire de la paille et de la poutre.

Vingt centimes à l'heure.

Tel est le prix payé à ses employées par la fabrique genevoise de cravates Balsenc. On croit rêver et pourtant, pour un cas connu, combien d'autres, identiques, sont ignorés ? Il est tout de même bon de clouer au pilori ces exploiteurs qui, roulant autos et habitant villas munies de tout le confort, servent à leurs employés des salaires aussi révoltants. Et c'est pour avoir fait connaître cela, que le Balzenc en question renvoya une de ses ouvrières. De suite, on annonça gravement que l'Union des Syndicats allait entrer en lice. Une délégation se rendrait auprès du patron pour que la congédiée obtint satisfaction, et si cette satisfaction n'était pas accordée, la boîte serait boycottée. Nous nous demandons si l'U. d. S. se f... des travailleurs. Obtenir satisfaction sur quoi ? La rentrée de l'ouvrière à quatre sous à l'heure ? Cela prête à rire. Avec des usines du genre de celle du boulevard Georges-Favon, on ne discute pas. On doit agir avec elles comme on agit avec les écuries où règne la fièvre aphteuse.

Collaboration et usure.

Nous cueillons dans le *Travail* du 17 novembre les lignes qui suivent :

Les socialistes tchécoslovaques, si nous nous en tenons aux dépêches dont nous disposons, paraissent sortir assez fortement diminués des dernières élections législatives Le pouvoir use et usera toujours rapidement les Partis socialistes, aussi longtemps qu'ils devront se borner à une simple collaboration, sans espoir d'instauration du socialisme.

Nos camarades tchécoslovaques en font une fois de plus l'expérience. Toute la réelle intelligence et habileté politique d'un Bénès ne leur a pas épargné des pertes d'autant plus sensibles que c'est au profit d'un autre parti d'extrême-gauche, le Parti communiste, qu'elles se sont produites.

Le communisme ne se combat que par une tactique et des mesures nettement socialistes. Les expériences faites en Suisse et en Autriche notamment où le communisme n'arrive pas à prendre pied, sont là pour le prouver.

Décidément les contradictions les plus flagrantes n'étouffent point l'organe socialiste. «Le pouvoir use et usera toujours rapidement les partis socialistes, aussi longtemps qu'ils devront se borner à une simple collaboration, sans espoir d'instauration du socialisme ». écrit-il sans sourciller. Comme c'est délicieux, de la part du journal qui, à Genève, a défendu âprement le droit des socialistes d'avoir deux sièges sur sept au Conseil d'Etat. Ce n'est peut-être pas une « simple collaboration », ça ? Et nous ne lui ferons pas l'injure d'être assez naïf

pour croire à une prochaine instauration du socialisme dans la cité genevoise. Ce qui attend le parti socialiste genevois est ce qui s'est produit pour le parti socialiste de Jean Sigg : une ou deux périodes collaborationnistes et il sera complètement usé. A la vérité, le mal ne sera pas bien grand, encore que les travailleurs auront fait — une fois de plus — les frais de l'expérience. Quant au communisme — de Moscou — il se combat assez suffisamment lui-même, et nous aimerions bien que l'on nous démontrât autrement que par des mots quelles sont et la tactique et les mesures nettement socialistes qui ont été prises en Autriche et en Suisse.

Une opinion.

A propos du « complot » contre Mussolini, M. Edm. Privat écrit dans le quotidien socialiste genevois :

Le complot devait servir à effacer le meurtre de Matteotti et à ruiner le crédit moral de l'opposition. Il y a longtemps que le fascisme en avait besoin. Ce qui m'étonne le plus, c'est qu'il n'y ait pas eu d'attentat plus tôt. Après tous les crimes du fascisme en Italie, on s'attendait à voir l'indignation éclater un jour ou l'autre par un coup de revolver comme celui qui abattit le roi Umberto. Il n'en a rien été.

Bien mieux, il reste des doutes sur le caractère du complot Zaniboni. Cet individu avait déjà joué un rôle si étrange lors de l'affaire Matteotti qu'on peut à bon droit se demander si toute son histoire actuelle est sincère ou si le bonhomme ne disparaîtra pas un jour comme par enchantement avec une bonne petite pension secrète du gouvernement.

Quand on a pu payer des sicaires pour faire assassiner un adversaire politique, pourquoi ne pourrait-on pas subventionner un farceur pour simuler un attentat au moment utile ? C'est beaucoup moins grave et bien plus habile. Le procès Matteotti n'a pas encore eu lieu et l'on ne prête qu'aux riches. Il ne s'agit là d'ailleurs que d'une simple hypothèse.

Hypothèse qui pourrait bien être réalité, ajouterons-nous. *Video.*

Lettre de Mussolini

Dans notre numéro du 18 juillet 1903 nous trouvons cette lettre adressée au camarade Bertoni :

Cher camarade,

Accorde-moi un peu de place dans ton combatif *Réveil* pour apporter mon suffrage, pour ainsi dire, aux arguments que tu as exposés dans le dernier numéro de l'*Emancipation*.

Quand je fus arrêté, je laissais inachevé un article qui commençait ainsi : « Berne, la vieille cité où font fortune les marchands de schnaps et les prêtres du tiède papisme social-démocrate, n'a pas perdu son aspect caractéristique de grosse bourgade moyenageuse. Tout est calme. Le nombre des policiers est augmenté, mais on chercherait en vain les grévistes. De 200 qu'ils étaient au début, ils sont réduits à 50 et qui se sont déjà placés sur la fausse route des compromis, réduisant de 2 centimes le tarif proposé et laissant la charge des tractations b un groupe de politiciens qui ont constitué un Comité de défense et d'action (!) On ne sait pas qui du gouvernement ou de ces derniers a le plus peur. On parle d'occupation militaire. Je me demande ce que feront les troupes quand tout est si parfaitement funèbre... »

Ce qui s'est passé a pleinement éclairci mes doutes. Qui avait le plus peur parmi les Italiens — montés, disait-on, par ta conférence — c'était bien les vénérables prêtres du Comité d'action. Je te le prouve par ce fait Les Italiens organisés avaient accepté en principe de faire un cortège de protestation et de solidarité. Moi et un camarade — par scrupule de délicatesse — nous portâmes le résultat de notre délibération à Messieurs de la défense et de l'action. Reçus à leur siège, nous leur exposâmes la raison de notre démarche et les invitâmes à faire se joindre à nous pour le cortège, la trop somnolente classe ouvrière bernoise.

Nous fûmes mal accuellis ! Il fut fait allusion aux insultes de M. Carl Moor, député socialiste, rédacteur du *Berner Tagwacht*. On nous traita d'impulsifs, de fomenteurs de désordres, de traîtres compromettant les intérêts des ouvriers. Lorsque je dis que — si les Italiens répondaient à notre appel — nous ferions le cortège quand même, les aspirants pontifes rouges nous prévinrent qu'ils l'empêcheraient à tout prix. On nous fit comprendre qu'au besoin on aurait même recours à l'autorité.

Alors, prenant acte de ces déclarations, nous quittâmes, frémissants de rage, cet antre de réactionnaires. — Et ici, je note au passage ce fait symptomatique : le policier qui m'interrogea dans la prison de Berne était très informé de tout ce que j'avais dit aux membres du Comité d'action et de leurs réponses. Comment l'avaient-il su ?

Je ne sais quelle est aujourd'hui la situation des ouvriers de Berne et où en est la grève des charpentiers. S'ils n'ont pas perdu, ils perdront, ou leur victoire sera une victoire à la Pyrrhus.

Au moins nous avons eu l'occasion de connaître le révolutionnarisme tant vanté des chefs indigènes de Berne. Révolutionnarisme en paroles. Quand de prétendus défenseurs du prolétariat vous disent d'aller faire de l'agitation chez vous et de laisser tranquille le pays qui — bonté suprême — vous donne l'hospitalité et vous empêche de mourir de faim, vous pouvez vous demander, quand vous les entendez clamer l'*Internationale*, où commence pour eux la mauvaise foi politique et où cesse une haine nationale mal dissimulée.

Commodes, très commodes ces révolutionnaires partout révolutionnaires sauf chez eux. Ils en arrivent même à magnifier la vertu de la dynamite pourvu qu'elle fasse explosion en Russie ou à Salonique. Ils savent protester contre toutes les injustices de ce monde mais laissent passer, à la cloche de bois, les hontes de leur propre pays !

Mais savez-vous, à la fin, que nous sommes des impudents quand nous nous appelons socialistes et de plus révolutionnaires ? Mais où est cet esprit de révolte quand quelque stupide décret d'une plus stupide autorité suffit à nous paralyser au point que nous n'osons plus même faire une simple promenade de protestation ?

N'a-t-on pas alors le droit de nous appeler cadavres ? Et peut-être ne sommes-nous pas autre chose. Tout ce qui nous reste à faire, c'est de changer de voie pour n'être pas ensevelis, nous aussi, sous la tourbe ignare des possibilistes. Que les convaincus le fassent.

Ton
MUSSOLINI Benito.

Le Syndicat des maçons et manœuvres de Saint-Gall proteste contre les autorités bernoises pour l'expulsion du camarade Benito Mussolini, auquel il envoie un fraternel salut.

Nous ne donnons cette lettre que pour démontrer une fois de plus que Mussolini a toujours reproché au Parti socialiste sa peur de l'illégalité et de la violence.

A remarquer qu'avec un cynisme inconscient, il a repris ce reproche même de sa place de ministre, tout en prétendant que la violence criminelle de ses bandes n'a jamais été due qu'à de justes représailles. Il est vrai que les contradictions les plus brutales finissent par ne plus compter pour les canailles d'envergure.

Fascisme genevois ?

Sous ce titre et le sous-titre encore plus significatif « La vague fasciste à Genève », le *Genevois* publie un remarquable article, que nous attendions depuis longtemps de l'un de nos quotidiens, ne voulant pas désespérer de la bonne foi de tout le monde.

Certes, le *Genevois* ne combat pas le fascisme à notre point de vue et nous n'entendons nullement adopter ses conclusions, mais c'est avec un vrai plaisir que nous le voyons présenter le fascisme pour ce qu'il est réellement et préciser la position de nos quotidiens bourgeois à son égard. Il dit notamment, après des citations très concluantes :

En toute objectivité, on peut inférer de ces citations que nos quotidiens bourgeois sont unanimement favorables à la dictature et à l'absolutisme politique. Aucun texte récent, aucune restriction (et s'ils en publient, nous les accueillerons abec plaisir) ne permet de supposer qu'ils excluent la Suisse des bienfaits dus, selon eux, à cette formule. Rien ne dit qu'ils ne considèrent pas le système d'un parti transformé en armée et la suppression totale de tout contradicteur politique comme un excellent article d'exportation.

C'est ce que nous n'avons cessé de répéter. Les déclamations républicaines, libérales et démocratiques auxquelles s'est toujours plu notre presse et qu'elle a surtout employées contre la dictature bolcheviste, ont été tout à coup reléguées aux vieilles lunes, d'abord par quelques jeunes écœurants d'*action française*, ensuite par notre presse tout entière. — Aujourd'hui, nous avons l'apologie nullement déguisée du fascisme. Or, l'actif de ce dernier se ramène :

1° à un déchaînement de la criminalité la plus bestiale, qui au début ne devait soi-disant servir que de légitime défense contre le bolchevisme et a ensuite frappé toutes les classes, et tous les partis, libéraux et démocrates, catholiques et francs-maçons ;

2° à la proclamation théorique et à l'application pratique de l'absolutisme, niant tout droit de discuter des hommes et des choses de l'Etat, justifiant le terrorisme illégal de bandes de brigands à la dévotion du gouvernement en plus de la répression policière et judiciaire.

Approuver le fascisme signifie ainsi approuver le pillage, la destruction, la confiscation, le bannissement, la bastonnade, l'assassinat contre tous ceux qui osent se dire les adversaires du régime et en souhaiter le changement.

Approuver le fascisme signifie encore faire fi de tous les droits de l'homme, pour proclamer que l'individu est entièrement la chose de l'Etat, qu'il ne saurait se réclamer d'aucune liberté, tout au monde n'étant que concession du pouvoir toujours révocable.

C'est donc bel et bien l'esclavage le plus complet que rêvent nos maîtres pour les travailleurs. Nous sommes loin de nous en étonner, mais il y a un très grand intérêt à bien l'établir. La classe nantie déclare ouvertement faire fi de la loi et vouloir maintenir ses privilèges coûte que coûte. Vaincue sur le terrain légal et parlementaire, elle déclare ne pas vouloir accepter sa défaite, elle prétend devenir révolutionnaire à rebours. A nous de savoir l'être en temps utile et dans le véritable sens pour briser son odieuse domination.

Bibliographie

Der Vorfrühling der Anarchie, ihre historische Entwicklung von den Anfängen bis zum Jahre 1864, von Max Nettlau, Verlag « Der Syndikalist », Fritz Kater, Berlin O 34. Prix : 5 francs broché ; relié, 6 fr. 25 et 7 fr. 50.

Sous ce titre poétique, notre camarade Max Nettlau, dont l'érudition et la documentation sont bien connues, nous donne un fort beau résumé historique de l'idée libertaire depuis l'antiquité jusqu'à la fondation de l'Internationale.

Nous ne saurions que recommander la lecture de cet ouvrage à tous nos camarades connaissant l'allemand, tout en adressant nos plus vifs remerciements à l'auteur pour le travail considérable qu'il ne cesse d'accomplir, afin de découvrir et mettre en relief tous les écrits anarchiques du passé, en y ajoutant une contribution personnelle fort remarquable.

L'Encyclopédie Anarchiste, 55, rue Pixérécourt, Paris (20e).

C'est à la fin du présent mois que paraîtra le premier fascicule de l'*Encyclopédie Anarchiste*.

La publication de cet ouvrage fera époque dans l'histoire du mouvement anarchiste mondial. Sorte de synthèse claire et condensée de l'Anarchisme, cette *Encyclopédie* sera une œuvre relativement complète, conçue et présentée dans un ordre déterminé et qui, intelligemment et facilement consultée, renseignera chacun — à son gré et selon ses besoins de documentation — sur l'ensemble et sur le détail des conceptions anarchistes et, par extension, des théories sociales qui intéressent tous les êtres d'esprit libre à la recherche d'une nouvelle organisation sociale.

L'*Encyclopédie Anarchiste* ne sera pas mise en vente. *Pour se la procurer, il faudra s'abonner.* — Pour la Suisse, envoyer, à l'adresse du *Réveil*, *3* francs, prix d'abonnement aux trois premiers fascicules.

Tombola au profit des victimes des persécutions fascistes.

Voici la liste des numéros gagnants :

176	1944	2168	4208	1441	3860	1912
1394	3582	1727	4776	2413	1479	456
4330	1200	3661	1861	3448	3423.	

Tu ne tueras pas

Nous empruntons les pages suivantes aux manuscrits inédits, laissés par notre regretté ami de Fitz-James :

Au contraire de la raison, qui part de la plus proche réalité, la déraison commence par regarder en l'air, et prétend trouver un point d'appui dans le vague empire des nuages et de la plus vagabonde imagination. Il n'y a plus alors des mots parce qu'il y a des choses, mais il y a des choses et, bien plus, des personnages et des sentiments parce qu'il y a des mots. Les mots *Dieu, honneur, patrie, justice* existent ; donc la patrie, l'honneur, la justice, et Dieu par dessus le marché, existent réellement. La patrie, l'honneur, la justice ne sont plus des idées. Dieu n'est plus l'idéal né de la contemplation et bercé dans le rêve du cœur humain. Ce sont des réalités, servant de contenu à des dogmes substitués aux concepts de la raison ; ce sont des réalités universellement impératives du dehors, comme le devoir kantien, et si puissantes, qu'en leur nom, sans débat moral, il doit être transgressé à la loi même de la vie. Et c'est ainsi que la déraison qui, en vertu de ses trouvailles dans l'imaginaire, a drapé le meurtre du manteau de la légalité, l'ordonne chaque jour plus innombrable et monstrueux, à mesure que la raison augmente les trésors de la science. Nous allons de suite la surprendre en flagrant délit.

Il appartenait à la raison, se fondant sur l'observation des faits, de rassembler les individus en un groupe social et de codifier l'ordre social, en vue de l'amélioration du sort de chacun par le concours de tous. Et, la raison n'y trouvant pas d'obstacles naturels infranchissables, le groupe social doit, de proche en proche, et au cours des siècles embrasser l'humanité entière.

Si bien faits, toutefois, que soient les codes, il n'en arrive pas moins, et fatalement, que la contradiction s'introduise entre l'intérêt individuel et l'intérêt social. Alors le code, raisonnablement antagonique à la violence, y met obstacle, en interdisant à l'individu de se faire passionnément justice lui-même ; de tuer, par exemple, son ennemi personnel et peut-être personnellement haï.

Mais la déraison aussitôt intervient avec l'arsenal de mots que préalablement elle a détournés de leur sens. De par le code, dit-elle à l'individu, il est bien vrai que tu ne dois pas tuer ton ennemi personnel. Ayant tué, et t'étant ainsi fait justice toi-même, tu as outrepassé ton droit devant la société. Mais attends un peu, j'appellerai un monsieur, que j'aurai décoré du titre de magistrat, et, à celui-là, siégeant sur son trône, si tu as passionnément péché contre la société, j'accorderai le droit de pécher froidement contre sa conscience humaine et la vie, en prononçant contre toi la peine de mort. Après ce haut fait, pendant que les gendarmes te remettront au bourreau, chargé de te couper très legalement la tête, ton juge rentrera tranquillement dîner en famille.

Ainsi à un meurtre, au nom de la justice, la déraison ajoute un autre meurtre : et ça fait deux.

A cette arithmétique la folle trouve un plaisir si grand qu'elle ne manque pas d'accrocher la croix de la légion d'honneur au cou de ceux des juges instructeurs qui le mieux approvisionnent l'échafaud. Encore si la simple décence lui imposait le deuil des membres corrompus dont elle se dit en droit d'amputer le corps social ! Mais non ! les jours de sentence capitale sont jours de liesse pour ceux dont elle habite la cervelle. Les dames du monde de M. Paul Bourget viennent faire miroiter les chatoyances de leurs dernières toilettes dans le prétoire, devenu le rendez-vous des élégances et de la notoriété. Les grands journaux, le lendemain, en longues tartines, jugent les juges et l'accusé. Ces scènes, en outrage à la dignité humaine, se passaient au coin d'un bois, aux temps obscurs de l'homme primitif. Sous l'ombre épaisse de la forêt équatoriale, elles se répètent encore au son du tam-tam et environnées de danses. Mais notre civilisation leur a construit des palais. La sauvagerie de la déraison est devenue plus luxueuse en se civilisant. C'est la seule différence.

Après l'addition d'un meurtre à un autre meurtre, il nous faut, hélas ! passer à la multiplication des victimes, qui, cette fois prises à même le flot populaire, seront pour la plupart innocentes.

Au nom de Dieu, « Dieu le veult », du vieux Gott, de l'honneur, du droit, de la justice, de la civilisation, pour la messe ou contre la messe, de par Jupiter, les divinités du Styx ou Jéhovah, la déraison a sillonné la terre de lignes conventionnelles qu'elle nomme frontières, et pour plus de sûreté : frontières naturelles. De cette façon la société humaine se trouve divisée par un mot resté jusqu'ici sans contenu définissable : le mot nation. Mais du moment qu'il y a le mot, il doit y avoir la chose. Et à l'intérieur de chaque compartiment terrestre, circonscrit de frontières si peu naturelles qu'un siècle ne passe pas sans les avoir vu toutes se déplacer, habitent des fragments de la société humaine. Cette fragmentation permettra la multiplication du meurtre dont nous avons déjà vu l'addition. Agissant dans chaque nation sur la classe égarée, la classe égarante les rendra toutes ennemies les unes des autres, aussi naturellement que leurs frontières sont naturelles.

Il arrive que des parents, par l'exemple, les conseils, voir au besoin les privations de dessert ou l'évocation de croque-mitaine, aident leurs enfants à se dégager plus vite de l'animalité primitive. La nature humaine y aidant, de tels efforts sont généralement couronnés de succès. Aussi n'est-il pas rare de voir gosses et fillettes harmoniser leurs gestes aux nécessités sociales et, dès l'âge de dix ans, s'abstenir de s'arracher leurs jouets à coups de griffes ou de dents. Il suffirait que l'exemple, l'influence du milieu, les maintienne dans cette voie pour que, l'âge en venant, les rende de rapports encore plus agréables. Mais la classe égarante n'agit pas sur la classe égarée, comme le père et la mère agissent sur les enfants. Tandis que les parents aident leurs enfants à dépouiller au plus vite l'animalité, les égarants y replongent les peuples avec plus de hâte encore.

C'est alors que la déraison de nouveau intervient, pour autoriser un des fragments de la société humaine à faire contre un autre, sous le nom de royaume, d'empire ou de république, ce que la raison interdit à l'individu.

En vertu du dogme national, en outrage à la loi de la vie instinctivement sociale, le roi, le président, l'empereur, déclareront, en se déclarant la guerre, que la nation est en droit de se faire justice elle-même.

« Les vices des individus deviennent alors les vertus de la nation », disait un certain Comte de Fiquelmont, rencontré au hasard de mes lectures. Et très sagacement il ajoutait : « Si, dans la société, un individu avait le caractère et les qualités qui forment le patriotisme, il serait un homme insupportable. » Et j'ajoute : « insupporté ».

Se figure-t-on, en effet, un homme en promenade par les rues et les prés, le sabre au côté, le fusil en bandoulière, le casque en tête, un drapeau dans la main et la trompette aux lèvres, annonçant par là qu'il y a des frontières, larges à la mesure de sa brutalité, que sa brutalité prétend les élargir encore et que, en attendant, nul vivant ne les franchira sans passeport, comme nulle marchandise ne les franchira sans lui payer un droit ? Non, n'est-ce pas ? Et d'autant moins qu'un particulier agissant de la sorte ne tarderait pas à se voir boucler dans une camisole de force et dans un cabanon par dessus la camisole. C'est pourtant ainsi qu'agissent les nations ! les nations composées de particuliers ! Mais la guerre déclarée, il n'y a plus de particuliers. Tous sont confondus en un troupeau de libres citoyens ou de fidèles sujets. Des milliers, des centaines de milliers, des millions de meurtres seront alors très légalement perpétrés. Pour les légaliser aux yeux des affligeantes bêtes de troupeau, il suffira de peu de chose : que des mines d'or ayant été découvertes au Transvaal, les Boers, au nom du droit des nations, s'opposent à ce que les Anglais envahissent leur sol pour les exploiter à leur place ; qu'un navire de guerre américain — qu'est ce qu'il venait faire là ? — ait accidentellement fait explosion dans le port de la Havane ; qu'une demi-douzaine de filous marocains aient zigouillé un mercanti français à Casablanca ; que le dey d'Alger ait légèrement chatouillé l'extrémité nasale d'un consul français du bout de son éventail ; qu'un prince allemand ayant décliné la candidature au trône d'Espagne qui lui était offerte, le roi de Prusse ait refusé de prendre l'engagement que ce prince, ou un autre de même sorte, ne l'accepterait pas à l'avenir ; ou, enfin, qu'un archiduc autrichien ait été assassiné à Sarajevo, par un Serbe, sans qu'on n'ait jamais su au juste pourquoi, ni sur l'instigation de qui.

Dans certains de ces cas les pièces de cent sous ont été seules en question. Qui donc trouverait un autre motif à la guerre du Transvaal ? Mais l'honneur britannique s'est trouvé immédiatement en jeu. Pour le servir, et tenir haut et ferme le précieux drapeau de la vieille Angleterre, les filles publiques de Londres reçurent mission d'attirer le plus grand nombre possible de jeunes ivrognes dans les bars, où les sergents recruteurs de Sa très grâcieuse Majesté Victoria, reine et impératrice, les guettaient pour leur faire signer un acte d'enrôlement... volontaire ! On voit d'ici l'engagement volontaire que peut signer un ivrogne, ballotté entre la misère, une fille, des verres de tentateur poison alcoolisé, et l'alléchante peinturlure du bel uniforme, que lui montre une affiche, et qu'il recevra, avec une solde, en échange de ses haillons. N'empêche que la vertueuse Albion n'en a pas moins trouvé dans son pudique giron les trois cent mille héros nécessaires à la glorieuse conquête du Transvaal, dont la population, au reste, ne dépassait guère trente mille habitants.

Dans l'affaire d'Alger il s'agissait d'une somme de quelques millions, prêtés au Directoire, par le dey, vers 1796 ou '98. N'ayant pu se faire rembourser, le dey avait cédé sa créance à un juif. L'affaire était encore pendante, lorsqu'en 1830 l'honneur de la France, qui ne répugnait pas à surseoir depuis trente-deux ans à l'acquittement d'une petite dette, se trouva engagé, par un coup d'éventail sur l'appareil olfactif de son consul, à conquérir l'Algérie toute entière, et ses environs, au prix d'un massacre qui, après quatre-vingt-dix ans, se prolonge encore pour la non moins juste et glorieuse conquête du Maroc. Car l'événement de Casablanca, au commencement du XX^me^ siècle, est tout proche parent de l'événement d'Alger, au commencement du XIX^me^.

Lors de l'explosion du *Maine* dans le port de la Havane, le gouvernement américain, désireux de s'emparer de l'île espagnole, a prétexté un attentat engageant l'honneur de son drapeau. Plus tard, lorsqu'il a été prouvé que l'explosion avait été accidentelle, et que toute la responsabilité de l'accident revenait à MM. les amiraux, richement appointés pour veiller au bon entretien et à la sécurité des navires de guerre et de leurs équipages, le même gouvernement américain n'a pas trouvé que l'honneur de son drapeau était engagé à la restitution de l'île glorieusement conquise.

Dans l'affaire de la candidature d'un prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, le gouvernement prussien, guidé par les conseils de Bismarck, a si bien joué le jeu diplomatique des demi-mesures, que l'empereur Napoléon III, qui à bout de souffle gouvernemental, avait besoin de victoires pour soutenir sa nébuleuse politique intérieure, finit par déclarer la guerre.

Enfin, avec l'incident tout fortuit peut-être de Sarajevo, nous arrivons à la plus grandiose multiplication des meurtres. Pour un archiduc assassiné avec sa dame, la déraison a exigé que ce chiffre de deux fut multiplié par quinze millions, égal : trente millions, et ce n'est pas fini.

Pourquoi tout cela ? Parce que la force qui prend est la raison de ceux qui déraisonnent et poursuivent des proies, au lieu de produire facilement dans la paix selon et au delà même des besoins de la vie. Car s'il est dit, bien à tort, qu'il n'est pas de droit sans la force de l'exercer, il est bien vrai que l'honneur ne montre ses exigences qu'autant que la force est là pour les soutenir.

Aujourd'hui, par exemple, la Suisse est spoliée par la France des avantages de la zone franche de Savoie, consentis par les traités de 1814 et '15, confirmés par le traité de 1860, tous les trois en confirmation et reconnaissance d'un traité antérieurement conclu entre la République de Genève et les ducs de Savoie. En face de la France dont les baïonnettes se comptent par millions, la Suisse n'en peut guère mettre que trois ou quatre cent mille autour de son drapeau. Aussi l'honneur de ce drapeau n'a-t-il pas la moindre exigence. Mais que la force vienne à se déplacer, que l'armée helvétique vienne à se gonfler de trois millions de volontaires venus de tous les pays : le même honneur devenu aussitôt irrésistiblement impérieux exigera que des hommes, venus des quatre coins de la terre, soient massacrés par centaines de mille pour qu'une frontière soit ici plutôt que là ; alors qu'il n'y a, en réalité, d'autres frontières que celles érigées ici, ou là, puis ballottées en tous sens par la piétinante déraison en défi à la raison.

◆

La déraison, en fin de compte, met des choses, des personnages, des sentiments imaginaires sous des mots qu'elle emprunte au langage de la raison. En vertu de ces mots détournés de leur sens, elle divise la société humaine et restitue l'homme à ses temps primitifs de meurtre, de prédation et de servitude.

Ce sont, au contraire, les mots que la raison imagine, pour les appliquer aux choses, aux personnages, aux sentiments réels. Sans pouvoir, elle-même, sur les sentiments, observant les choses et les hommes dans leurs gestes, la raison concilie scientifiquement les intérêts opposés entre les individus dans une société qu'elle tend à élargir sans limites à la taille de la terre, afin que, rendue moins douloureuse par une production plus abondante, la vie puisse être rendue plus libre par les nobles sentiments qui, dépassant sa sphère, doivent, encore de nos jours, emprunter leur domaine à celui du rêve.

Henri de Fitz-James.

Là où la loi naturelle fonctionne, la loi, ce que nous appelons la loi, la loi positive, ce genre de loi que nous fabriquons nous-mêmes disparaît.

Victor Considérant.

Genève. — Imp. 23, Rue des Bains